

Villes intelligentes : de nouveaux opérateurs entrent en scène

Les Echos
Jeudi 30 juin 2011

Réduire l'empreinte carbone des urbains tout en améliorant leur mobilité et en rendant la ville intelligente, le défi est trop grand pour les seules collectivités. De nouveaux acteurs, jusqu'alors cantonnés au « ventre » de la cité, font émerger une offre de nouveaux services.

Que fait Sylvie Spalmacin-Roma, la vice-présidente d'IBM Smarter Cities France dans un colloque consacré aux espaces publics, « La fabrique de la cité », organisé par le groupe Vinci ? Pourquoi Cisco est-il partenaire de la construction d'une ville nouvelle en Corée du Sud ? Pourquoi RWE, l'équivalent allemand d'EDF, se mêle-t-il de mettre en place une flotte de voitures partagées ? Aux côtés des acteurs traditionnels de la ville que sont les collectivités, les urbanistes et les entreprises de BTP, apparaît une kyrielle de petits nouveaux, déjà puissants dans leur domaine (données informatiques, énergie, transports). « Fournisseurs de réseaux, ces entreprises s'organisent ou s'associent pour augmenter la valeur ajoutée de leurs services en bout de chaîne », explique Isabelle Baraud-Serfaty, fondatrice d'Ibicity.

Une domotique enfin au point
Ainsi, l'électricien Schneider propose d'équiper les immeubles d'un système de monitoring et de gérer leur consommation d'énergie, Siemens a rajouté à son offre une branche « ville durable ». D'immenses marchés s'ouvrent à ces transporteurs. « On peut tout imaginer », détaille Denis Guibard, le directeur du développement durable d'Orange, qui planche aussi sur le sujet : télérelève de compteur électrique ou de gaz, télésurveillance, télémédecine... A partir d'un boîtier de type Livebox. « Seule inconnue, le modèle économique de ces services. »



Projet Artspot (bientôt testé par la Mairie de Paris) : une fois son « smartphone » géolocalisé par le mobilier urbain, le promeneur a accès à une vision de son environnement « augmentée » par un artiste ou une personnalité.

EDF par exemple aurait chiffré à 500 euros par ménage le coût des terminaux qui remplaceront peut-être les visites à domicile et offriront une gestion plus économe des consommations de pointe. Qui doit les payer ? Dans cette logique de domotique enfin au point, Cisco a déjà équipé 14.000 logements neufs à Songdo, une ville nouvelle de Corée du Sud de UMI (« you and me »), un système de téléprésence, sorte de super visioconférence pour dialoguer avec l'extérieur, ses petits-

enfants comme le fonctionnaire du service des immatriculations à la préfecture. A condition que les services municipaux soient équipés, le personnel formé...

Ce système est également testé dans les « smart work centers », des modèles de bureaux mutualisés entre plusieurs entreprises développés en Hollande et bientôt en Wallonie : « La téléprésence est d'une telle qualité qu'elle peut remplacer les réunions physiques. L'image est excellente, le son est directionnel,

vous avez en face de vous les personnes en grandeur réelle, pouvez observer leur gestuelle... Nos 1.200 salles dans le monde sont occupées à 64 %, huit heures par jour. Elles nous font économiser 700 millions de dollars par an en voyages et 300 en productivité », explique Jean-François Balcon, chef de marché collectivité et éducation chez Cisco. Le réseau indien Tata Telecom en a ouvert 2.000... Ces « smart work centers », ou télé-centres ou éco-centres, sont en plein développement : étapes

des salariés vers leurs bureaux aux heures de pointe ou alternative au télétravail pour désengorger les villes, ils demandent un appui de la collectivité, des réseaux aussi fiables que puissants, un gestionnaire public ou privé... « On peut imaginer agréger d'autres services comme des crèches, des hubs de transport... », poursuit Jean-François Balcon. « La programmation d'un nouveau quartier ou d'une ville sera de plus en plus complexe, remarque Isabelle Baraud-Serfaty. Jusqu'alors, on s'adressait à un urbaniste, désormais les industriels de l'énergie et de l'information doivent être associés dès le départ, en coproduction, sans toutefois empiéter sur les prérogatives des collectivités. »

Des usages innovants

A côté des bâtiments de logements ou de bureaux, les espaces publics sont un terrain de jeu idéal : connectés via des applications « B to C » ou « C to C » entre « smartphones » individuels, ils deviennent supports d'usages encore inimaginés. La Ville de Paris testera bientôt 40 idées de mobilier urbain communicant et intelligent. Il est déjà possible de payer son bus à Nice avec son téléphone, son parcètre à Metz. « En étant prévenu des retards d'avion, des grèves de train, des incidents dans le métro et du trafic routier, il est facile de choisir finalement de prendre sa voiture et de réserver une place de parking à distance, tout ça en quelques minutes depuis son « smartphone » », explique Sylvie Spalmacin-Roma.

A condition que les données soient disponibles et agrégées. IBM a récemment fait circuler une note sur la nécessité d'un plan de circulation interconnecté dès lors que les berges de la Seine seront fermées aux voitures. « Les données du syndicat des transports franciliens comme celles de la RATP ne nous sont pas accessibles. Il faudrait au contraire les mettre en commun, les croiser et les proposer à la collectivité », regrette Sylvie Spalmacin-Roma, qui peine à obtenir un rendez-vous avec le maire de la capitale.

CATHERINE SABBAH

LA CONVERSION DE RIO

Toutes les villes n'accueillent pas à deux ans d'intervalle le Mondial de foot et les jeux Olympiques. Mais c'est le cas de Rio de Janeiro en 2014 et 2016. Or la ville, connue pour ses exubérances, l'est aussi pour ses débordements, régulièrement meurtrie par des glissements de terrain et des inondations. Pas question de prendre des risques, le maire s'est donc adressé aux grands traités d'information de la planète pour éviter de faire la une avec une catastrophe naturelle plutôt qu'avec des médailles. « Nous avons récolté toutes les données possibles sur la géologie, le détail de l'urbanisation, le circuit de l'eau et nos ingénieurs ont défini des modèles d'écoulement en fonction de la météo, explique Sylvie Spalmacin-Roma, la vice-présidente du programme Smarter Cities d'IBM France. La ville est quadrillée en carrés d'un kilomètre de côté qu'il est possible d'évacuer en cas de danger que nous devrions pouvoir prévoir 48 heures à l'avance. » Conquise, la municipalité a décidé d'aller plus loin en créant des centres de commande offrant à tous les acteurs de travailler en croisant leurs informations. Celles de la circulation automobile, celles des transports, mais aussi – et on peut en rajouter beaucoup –, celles de la consommation d'énergie ou d'eau, des déplacements de foules... « Je parcours le monde pour expliquer ces enjeux et nos solutions, poursuit la vice-présidente d'IBM Smarter Cities. La question de la vie privée est de plus en plus rare, elle n'est soulevée qu'en France et jamais par les moins de trente ans... J'ai la réponse : personne n'a peur de Big Brother sur Facebook ou en accumulant les cartes de fidélité de magasins qui s'en servent pour pratiquer un marketing ciblé. Les centres de données dont nous parlons ont un but : économiser les ressources. »